



## **Au-delà du Covid-19, repenser au plus vite notre système de recherche publique afin d'éviter de nouvelles catastrophes sociales et écologiques : les propositions de SUD-Recherche**

Avec les illustrations de Bénédicte Moret <https://www.bloutouf.fr/> et de Nono

### **Le contexte de la crise du COVID, un fiasco révélateur**

Le 16 mars 2020, la quasi-totalité des services du nouvel institut INRAE se retrouvent fermés, conformément à la décision du Président de la République de lutter contre la propagation Covid-19 par le confinement de la majeure partie de la population du pays.

Ce confinement a révélé les fragilités pressenties de notre mode de fonctionnement en flux tendus, et notre dépendance à des industries délocalisées et pourtant essentielles comme celles du médicament, du textile ou d'appareillages, détruites en France par le jeu débridé de « l'optimisation » financière des capitaux. Elle a révélé également la fragilité sanitaire de notre population pourtant protégée des famines et de la maladie, en exposant davantage les personnes victimes des « maladies de civilisation » : obésité, fragilités respiratoires ou cardio-vasculaires, etc. Mais que dire aussi de notre production agricole a priori moins affectée mais dont la crise sanitaire a aussi clairement révélé les failles ? Pourrons-nous, à l'issue de cette catastrophe, remonter en marche dans « le train du progrès » en mettant les bouchées doubles ? Malgré les espoirs de Bruno Lemaire, plusieurs économistes en doutent<sup>1</sup>.

### **Tout remettre en chantier**

Parmi les nombreuses propositions qui ont émergé pour faire de cette crise un point de bascule vers des relations enfin équilibrées avec la Terre, il y a celle des gestes barrière contre la reprise économique, de Bruno Latour. Comme il nous y invite, avant de reprendre, nous dressons ici un inventaire de ce à quoi nous tenons (l'agroécologie, la sobriété dans l'usage des ressources, la coopération, des emplois dignes, une alimentation et un environnement sains, la qualité de la recherche et son désintéressement, le chant des oiseaux et l'épanouissement de la vie...) et ce que, au contraire, nous voulons arrêter (l'agriculture dépendante de l'industrie chimique, le gaspillage, la compétition, la précarité, les aliments ultra-transformés, le chantage à l'excellence, les nuées de drones,...). Cette proposition d'inventaire individuel et collectif est propice à l'appropriation, à toutes les échelles, collective, individuelle ou localisée, des grands enjeux planétaires. Elle invite à une réinvention de notre façon de faire société et donc de « faire recherche ». Avec la nature, et non plus contre elle. Mais surtout, une profonde réinvention des activités humaines est probablement la seule manière à notre disposition pour respecter les accords de Paris de 2015 sur le climat car la décroissance drastique de nos émissions de gaz à effet de serre n'est pas compatible avec une reprise « *business as usual* » voire à l'augmentation de nos activités économiques<sup>2</sup>.

---

1 <https://www.mediapart.fr/journal/france/020420/vers-une-reprise-faible-et-perilleuse-de-l-economie-francaise?onglet=full>

2 <https://www.lefigaro.fr/social/travailler-un-peu-plus-la-polemique-enfle-sur-la-suggestion-du-medef-20200414>

*Devons-nous*, à l'issue de cette catastrophe, remonter en marche dans « le train du progrès » qui tire les wagons de la croissance économique, destructrice de la nature et inégalitaire, et reprendre la consultation INRAE 2030 sur nos orientations de recherche là où nous l'avons laissée mi-mars ? Avec les collègues de l'atelier d'écologie politique Atecopol ou d'autres salarié-es de la recherche, nous estimons au contraire qu'il est plus que temps de prendre acte de l'incapacité structurelle de nos gouvernants à faire face de façon efficace à l'urgence écologique et de reconnaître la nécessité de repenser totalement l'organisation et le financement de la recherche publique<sup>3,4,5</sup>. Notre texte rappelle le constat des impasses écologiques et sociales de notre modèle de développement actuel, questionne la vision que nous avons du progrès en matière de recherche agronomique publique et énonce les **propositions de SUD-Recherche EPST** pour l'INRAE 2030.

L'INRA et les racines d'IRSTEA ont été créés en 1946 pour gérer les ressources naturelles et répondre aux besoins alimentaires de la France, pour la survie de sa population, dans le contexte de crise de l'après-guerre. A ce titre, nous avons à poursuivre cette mission en tenant compte de la crise écologique actuelle et des nouveaux défis: au lieu de devoir produire en masse, on doit produire sainement et privilégier la qualité, dans un monde plus ouvert qu'auparavant. Nous devons 1) faire notre part : faire évoluer notre agriculture pour qu'elle contribue à un meilleur environnement, une meilleure alimentation, des meilleures conditions de vie, 2) aider les autres à faire leur part : se tourner vers l'international pour articuler toutes les agricultures sans exporter nos problèmes ni vivre d'importations et 3) se préparer à ce que nos efforts et ceux des autres ne soient pas suffisants et envisager des situations radicalement critiques, qui sont tout à fait imaginables.

## Un modèle de croissance destructeur

Ainsi que SUD l'a défendu sans jamais rien lâcher depuis 2001 à l'INRA (puis E), il n'est plus raisonnable de douter des liens qui existent entre le modèle agricole productiviste toujours majoritaire et la crise écologique planétaire en cours<sup>6</sup>. Désormais, il n'est plus non plus raisonnable de douter des liens entre cette même crise écologique et les risques sanitaires en général et épidémiques en particulier<sup>7,8,9</sup> avec les inégalités sociales qui les accompagnent. Les dirigeants de la recherche publique conviennent dans une tribune du *Monde* le 17 avril<sup>10</sup>, que « cibler les activités humaines qui appauvrissent directement la biodiversité est une nécessité de santé publique », tout en oubliant, au-delà du braconnage ou de la chasse en Asie ou en Afrique, de mentionner la très lourde responsabilité des modèles agricoles intensifs et des modes de vie des pays riches avides de toujours plus de pétrole, de café, de coton, d'huile de palme ou de terres rares...

Plus globalement, cette crise sanitaire rappelle l'étroite relation entre nos modes de vie, le système/l'organisation économique qui les soutient, la destruction de l'environnement et les changements climatiques. L'épidémie actuelle de Covid19 est un avertissement qui aurait pu nous coûter bien plus cher, si le virus avait été plus contagieux, plus mortel ou s'il s'était échangé plus facilement entre humains et animaux, notamment dans les régions où les élevages industriels sont concentrés

---

3 [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/11/la-recherche-publique-ne-doit-plus-servir-a-detruire-la-planete\\_6032632\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/11/la-recherche-publique-ne-doit-plus-servir-a-detruire-la-planete_6032632_1650684.html)

4 <https://atecopol.hypotheses.org/>

5 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique\\_6034312\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique_6034312_3232.html)

6 compil des textes SUD : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2999> et <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2976>

7 <https://theconversation.com/covid-19-ou-la-pandemie-dune-biodiversite-maltraitee-134712>

8 <https://theconversation.com/comment-les-changements-environnementaux-font-emerger-de-nouvelles-maladies-130967>.

9 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/17/jean-francois-guegan-en-supprimant-les-forets-primaires-nous-sommes-en-train-de-debusquer-des-monstres\\_6036871\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/17/jean-francois-guegan-en-supprimant-les-forets-primaires-nous-sommes-en-train-de-debusquer-des-monstres_6036871_3232.html)

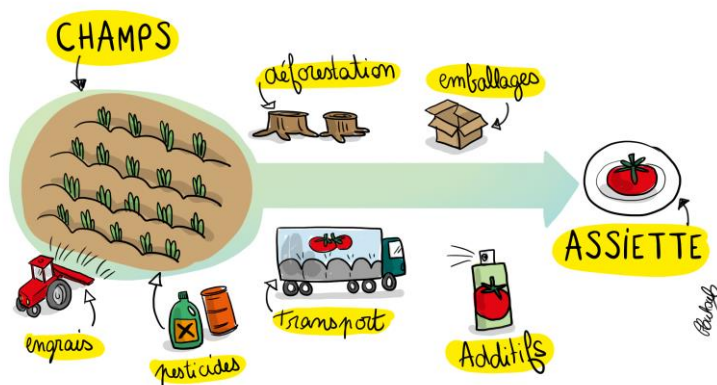
10 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/17/la-pandemie-de-covid-19-est-etroitement-liee-a-la-question-de-l-environnement\\_6036929\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/17/la-pandemie-de-covid-19-est-etroitement-liee-a-la-question-de-l-environnement_6036929_3232.html)

(Bretagne, Pays-Bas, Catalogne...). Heureusement il ne semble que toucher pour le moment les élevages de manteau de luxe au Pays-Bas<sup>11</sup>.

La Covid-19 révèle à quel point nos sociétés sont fragiles à cause:

- de l'organisation économique généralisée en flux tendus,
- de l'interdépendance étroite entre territoires éloignés,
- de la connexion massive et quasi-instantanée de l'ensemble des populations mondiales par les échanges commerciaux et touristiques,
- des rapports de pouvoir et des inégalités qui donnent forme aux rapports de production, de distribution et de consommation,
- de la vulnérabilité de nos agroécosystèmes artificialisés (sensibilité aux ravageurs, dérégulation des cycles géochimiques...).

Tôt ou tard, si l'on ne change rien, ces fragilités ressurgiront à l'occasion d'autres phénomènes ou événements directement liés à notre modèle de développement. Quelles seront ainsi les conséquences de l'élévation du niveau de la mer sur le mouvement des populations, d'une sécheresse majeure dans des bassins de production de céréales, d'une épidémie sur les élevages ou les cultures, de la pullulation de ravageurs, de la dérégulation des régimes régionaux de précipitations ou de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement en énergie ? Nous avons du mal à imaginer ces crises. Les feux gigantesques de 2019 en Amazonie, en Sibérie puis en Australie nous en ont donné un aperçu. La COVID-19 nous permet d'en faire l'expérience sensible à l'échelle planétaire.



## Les impasses écologiques et sociales du modèle agricole français

De 1946 à 2019, l'essentiel du potentiel de recherche de l'INRA et du Cemagref (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts), prédécesseur de l'IRSTEA, a été mis au service d'un modèle agroindustriel qui a placé les impératifs économiques des volumes produits à court terme avant les

questions environnementales, et les intérêts des capitalistes avant les conditions de travail et de vie des populations. Ces orientations de recherche ont permis de constamment augmenter la production des exploitations et leur concentration afin de libérer une main d'œuvre ouvrière bon marché à destination de l'industrie et des grands centres urbains, stratégie délibérée de développement économique entretenue par le déploiement d'une société de consommation.

Dans les interdépendances du XXI<sup>e</sup> siècle, les systèmes agricoles et alimentaires sont évidemment centraux pour assurer la survie et le bien-être des humains en équilibre avec leur environnement. Or, nous rappelons que du fait de l'expansion du modèle agricole productiviste, l'humanité dépend désormais de seulement 12 espèces végétales et 5 espèces animales pour couvrir 75 % de ses besoins alimentaires<sup>12</sup>. Parmi les 8800 races historiques connues de bétail, 7 % ont disparu, et 24 % sont menacées d'extinction<sup>13</sup>. Tous les compartiments de l'environnement sont pollués à des degrés divers

11 <http://www.rfi.fr/fr/europe/20200521-pays-bas-possible-contamination-humains-visons-malades-covid-19>

12 [https://www.biodiversityinternational.org/fileadmin/user\\_upload/online\\_library/Mainstreaming\\_Agrobiodiversity/Mainstreaming\\_Agrobiodiversity\\_Sustainable\\_Food\\_Systems\\_WEB.pdf](https://www.biodiversityinternational.org/fileadmin/user_upload/online_library/Mainstreaming_Agrobiodiversity/Mainstreaming_Agrobiodiversity_Sustainable_Food_Systems_WEB.pdf)

13 FAO (2019) The State of the World's Biodiversity for Food and Agriculture (<http://www.fao.org/state-of-biodiversity-for-food-agriculture/en/>)

par les pesticides, microparticules de plastiques, métaux, résidus de combustions, antibiotiques et autres contaminants médicamenteux, dont beaucoup sont issus des pratiques agricoles hors-sol ou de plein champ intensives en consommables plastiques et en intrants chimiques. Ce sont tous les humains mais en première ligne les groupes les plus vulnérables socialement qui en pâtissent. En France, même en plein confinement, qui améliore la qualité de l'air partout ailleurs, l'air breton et celui des zones de grande culture<sup>14</sup> est pollué d'ammoniac issu des épandages<sup>15</sup>! En rendant visite en avril à des producteurs de tomates en serres chauffées à Cleder (29)<sup>16</sup>, E. Macron envoie un signal absurde sur ce qu'il promet pour l'agriculture d'après, bien loin de la transition écologique annoncée.

Depuis 20 ans, l'alliance entre la FNSEA (Fédération nationale des syndicats des exploitants agricoles) et l'industrie agricole et agro-alimentaire bloque systématiquement les alternatives, comme dans le cas des plans Ecophyto<sup>17</sup>. SUD-Recherche EPST a participé à le démontrer chaque fois que nécessaire, à raison de deux à cinq communiqués par an. Et la direction de l'INRA puis INRAE a souvent calé devant l'obstacle : la dernière preuve en est la reprise sur le site internet INRAE en janvier des positions du lobby de l'élevage industriel sur les gaz à effet de serre et le réchauffement climatique<sup>18</sup>.

La biodiversité naturelle, elle aussi, s'effondre... avec des effets sur les régulations dont les conséquences sont encore très mal connues : oiseaux<sup>19</sup>, insectes pollinisateurs<sup>20,21</sup>, forêts primaires d'Amazonie (du fait de la dépendance de notre élevage au soja sud-américain<sup>22</sup>), d'Indonésie et de Malaisie (importation d'huile de palme pour en faire des carburants<sup>23</sup>), forêts en Australie...

L'agriculture intensive menace ainsi ses propres conditions d'existence dans une « spirale vicieuse » : des sols de plus en plus appauvris, par exemple, qui demandent de plus en plus d'intrants. Elle est obligée de s'adapter (difficilement) à des conditions de plus en plus défavorables, dont elle est en grande partie elle-même responsable. Cette course en avant est intenable. L'agriculture intensive est simplement non durable et doit de toute urgence se transformer pour limiter drastiquement les pressions qu'elle exerce sur les *biens communs* que sont les ressources naturelles. Et il faudra pour cela aller au-delà d'un rapport utilitariste entre Homme et Nature, réduit aux seuls aspects comptables des "services écosystémiques", et rééquilibrer la place des activités humaines dans notre environnement. L'Homme ne peut tout simplement pas s'exclure de la biosphère dans laquelle il vit ! C'est probablement aujourd'hui la difficulté majeure pour la recherche de penser un monde d'après, vivable et pérenne. La science moderne, depuis son développement à la Renaissance s'est pensée en dehors du monde, l'homme en maître et possesseur de la terre, et la recherche agronomique n'échappe pas à ce principe. La crise de la Covid-19 invite plus que jamais à rejeter ce rapport et à retrouver une nouvelle alliance avec la biosphère.

---

14 [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/30/coronavirus-la-pollution-de-l-air-est-un-facteur-aggravant-alertent-medecins-et-chercheurs\\_6034879\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/30/coronavirus-la-pollution-de-l-air-est-un-facteur-aggravant-alertent-medecins-et-chercheurs_6034879_3244.html)

15 <https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/en-bretagne-le-debut-de-la-prise-de-conscience-de-la-pollution-de-l-air-par-l-ammoniac-6801312>

16 <https://www.estrepublicain.fr/economie/2020/04/23/les-agriculteurs-bio-en-colere-apres-la-visite-de-macron-dans-des-serres-de-tomates>

17 Guichard L, Dedieu F, Jeuffroy M-H, Meynard J-M, Reau R, Savini I (2017) <https://doi.org/10.1051/cagri/2017004>

18 <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3275>

19 Inger, R., Gregory, R., Duffy, J. P., Stott, I., Voříšek, P. & Gaston, K. J. (2015) Common European birds are declining rapidly while less abundant species' numbers are rising. *Ecology Letters*, 18, 28–36 (<https://doi.org/10.1111/ele.12387>).

20 Hallmann, C. A., Sorg, M., Jongejans, E., Siepel, H., Hofland, N., Schwan, H., Stenmans, W., Müller, A., Sumser, H., Hörrn, T., Goulson, D. & Kroon, H. de (2017) More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas. *PLOS ONE*, 12, e0185809 (<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0185809>).

21 Seibold, S., Gossner, M. M., Simons, N. K., Blüthgen, N., Müller, J., Ambarl?, D., Ammer, C., Bauhus, J., Fischer, M., Habel, J. C., Linsenmair, K. E., Nauss, T., Penone, C., Prati, D., Schall, P., Schulze, E.-D., Vogt, J., Wöllauer, S. & Weisser, W. W. (2019) Arthropod decline in grasslands and forests is associated with landscape-level drivers. *Nature*, 574, 671–674 (<https://doi.org/10.1038/s41586-019-1684-3>).

22 <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3152>

23 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/huile-de-palme-total-demarre-sa-bioraffinerie-de-la-mede-dans-la-controverse-1035216>

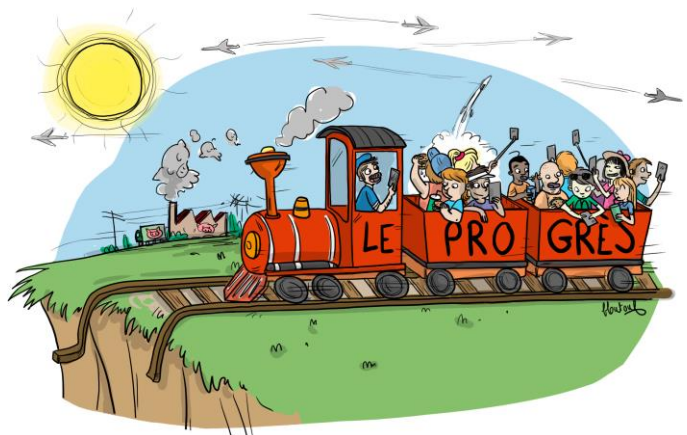
En 1970 la France comptait 1 500 000 fermes et il en reste moins de 450 000 en 2020. Malgré le sacrifice des emplois ruraux et de l'environnement, l'autosuffisance alimentaire française n'est qualitativement que d'environ 85 % en forte variation en fonction des territoires<sup>24,25</sup>, et le solde positif de la balance commerciale agroalimentaire s'explique par la contribution des vins et spiritueux et des céréales à l'export<sup>26</sup>. L'Union Européenne ne dispose que de 43 jours d'autonomie en céréales<sup>27</sup>. Désormais, plus de 80 % des consommateurs fréquentent les hyper et supermarchés pour y acheter leurs aliments, dont une partie sont ultra-transformés<sup>28</sup>.

Car ce n'est plus, malheureusement, l'état d' « exploitant agricole » (terme inventé par la FNSEA pour contribuer à faire des paysan·e·s des entrepreneurs « indépendants ») ni celui de travailleur·ses des filières agroalimentaires qui offrira aux hommes et femmes de ces professions le bien-être et la santé qu'ils-elles méritent<sup>29</sup>. Après la honte des pauses-pipi chronométrées et les cadences infernales dans les abattoirs<sup>30</sup>, le broyage des poussins vivants ou la castration à vif des porcelets, toujours tolérés jusqu'en 2021 sans aucune mesure des impacts psychosociaux de telles pratiques sur les salarié·e·s, l'appel de Christiane Lambert à la bonne volonté des citoyens pour cueillir « les fraises et les asperges » en lieu et place des saisonnier·e·s marocain·e·s ou roumain·e·s bloqué·e·s dans leur pays en raison de la Covid19 rappelle de façon cruelle les conditions de travail dans l'agriculture productiviste. Pour que l'appel attire des volontaires, il a ainsi fallu qu'ils et elles puissent compléter leur nouveau salaire agricole avec le dispositif de chômage partiel mis en place pendant la crise sanitaire<sup>31</sup>, montrant ainsi à quel point ces saisonnier·e·s étranger·e·s sont exploité·e·s. En phase avec la FNSEA, le patron du MEDEF Geoffroy Roux de Bézieux a écrit le 3 avril à la ministre en charge de la Transition écologique et solidaire Elisabeth Borne pour solliciter « *un moratoire sur les nouvelles dispositions énergétiques et environnementales, notamment celles élaborées en application de la loi du 10 février dernier relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire* », ne craignant pas ainsi de sacrifier la vie des générations futures au très court terme de la relance économique.

## L'idéologie de la croissance dans la tête des dirigeants

Pour preuve des convictions partagées des dirigeants du public et du privé sur le seul horizon possible, celui de l'économie libérale, revenons sur la « commission pour la libération de la croissance française », dite « commission Attali », chargée en juin 2007 par le président de la République Nicolas Sarkozy de rédiger un rapport fournissant des recommandations et des propositions afin de relancer la croissance économique de la France.

« *Il n'est ni partisan, ni bipartisan : il est non partisan* » écrivent ses auteurs en introduction, prétendant à une absence de souillure idéologique. La commission comprenait 42 membres choisis par Jacques Attali, dont : Geoffroy Roux de Bézieux (The Phone House et président du club



24 <https://culturesetcompagnies.fr/laautosuffisance-alimentaire-en-france-est-elle-possible/>

25 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Taux\\_d%27autosuffisance\\_alimentaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_d%27autosuffisance_alimentaire)

26 <http://www.senat.fr/seances/s201912/s20191212/s20191212006.html>

27 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/26/des-ombres-planent-sur-la-securite-alimentaire-mondiale\\_6037794\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/26/des-ombres-planent-sur-la-securite-alimentaire-mondiale_6037794_3232.html)

28 CREDOC, Comportements et attitudes des consommateurs à l'égard du commerce alimentaire en 2017

29 [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/video/2017/07/20/pourquoi-les-agriculteurs-n-arrivent-ils-plus-a-vivre-de-leur-travail\\_5162964\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/video/2017/07/20/pourquoi-les-agriculteurs-n-arrivent-ils-plus-a-vivre-de-leur-travail_5162964_4355770.html)

30 <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3275>

31 <https://www.mediapart.fr/journal/france/260320/la-crise-et-le-confinement-mettent-l-epruve-le-monde-paysan>



CroissancePlus), Claude Bébéar (fondateur et président de l'assureur AXA, président-fondateur de l'Institut Montaigne), Peter Brabeck-Letmathe (PDG de Nestlé), René Carron (PDG du Crédit agricole), Pehr G. Gyllenhammar (ancien président de Volvo), Jean Kaspar (ancien secrétaire général CFDT), Anne Lauvergeon (présidente d'Areva), Reine-Claude Mader (association Consommation Logement Cadre de vie, CLCV, membre du conseil d'administration de l'INRA), Mario Monti (commissaire européen pour le marché intérieur), Erik Orsenna (écrivain), Philippe Tillous-Borde (DG groupe Sofiprotéol) et... Marion Guillou, PDG de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Et y apparaît pour la première fois un jeune inspecteur des finances choisi comme rapporteur général adjoint de la commission : Emmanuel Macron.

La commission a rendu son rapport final le 23 janvier 2008. Puis en février 2010, Nicolas Sarkozy lui demande de proposer des pistes de sorties de crise. Le second rapport, intitulé « Une ambition pour dix ans », a été remis à la mi-octobre 2010 : une ambition de croissance infinie dans un monde fini.  $2010+10=2020$  : et voilà, nous y sommes ! Dans le mur !

Et pourtant, dès 1962, l'américaine Rachel Carlson écrivait son « Printemps silencieux », Jean Dorst « Avant que nature meure » en 1965, le club de Rome publiait son premier rapport sur les limites de la croissance, puis en 1973 René Dumont, professeur à l'École d'Agronomie de Paris et premier candidat écologiste à la présidentielle, criait « L'utopie ou la mort ». Des alertes ignorées parmi tant d'autres. Et que dire, derrière les beaux discours, de la réalité résumée par ces mots si évocateurs de Nicolas Sarkozy « l'environnement, ça commence à bien faire ! » et traduite très récemment par un décret visant à passer outre le code de l'environnement<sup>32</sup> ? Nous, syndicalistes, ne pouvons nous résoudre à la mort par étouffement provoquée par la croissance folle.

## **INRAE 2030 : notre vision de syndicalistes solidaires**

### *10 années pour tout changer*

Au lieu de sauver ce bien commun qu'est la planète, explique B. Latour, une partie des élites a décidé d'abandonner le reste de l'humanité et de garder pour elle ses privilèges<sup>33</sup>. Alors l'INRAE doit-il, lui aussi, accepter cet échec et envisager la production « *en milieu hostile* » au point d'engager des moyens pour préparer la vie humaine sur la Lune<sup>34</sup> ?

Ou au contraire, devons-nous engager les moyens d'un institut public de recherche fort de 12 000 personnes vers une véritable transition agro-écologique au bénéfice de tous et de toutes ? À SUD nous le revendiquons.

La fusion IRSTEA-INRA implique un nouveau schéma stratégique INRAE 2030 dont la construction est à l'œuvre depuis janvier 2020, avec une première étape de consultation électronique du personnel jusqu'à mi-février, pour s'achever en décembre. Le calendrier initial est remis en cause par l'épidémie en cours.

SUD présente ici ses réflexions et propositions pour les mettre en débat avec le personnel, la direction générale et toutes les parties prenantes. Nous espérons les retours critiques des personnes qui nous liront, quel que soit leur statut, puisque, enfin, tou-te-s les agent-e-s de l'INRAE des catégories A, B et C, pourront élire le Conseil Scientifique national de l'établissement, à défaut d'y être éligibles comme SUD l'a réclamé.

Le 19 janvier 2019, après une controverse avec la direction générale sur sa carence dans l'anticipation de la réduction des pesticides, une délégation SUD avait rencontré le PDG de l'INRA P. Mauguin. Quatre jours avant, nous avons fait part de notre questionnement par un message à tout le personnel. Nous nous étions beaucoup appuyés sur les scénarios Afterres2050<sup>35</sup> et TYFA (Ten Years For

---

32 <https://reporterre.net/Le-gouvernement-permet-aux-prefets-de-deroger-a-des-normes-environnementales>

33 Latour, 2017, Où atterrir ?

34 <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3270>

35 <https://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>

Agroecology<sup>36</sup>) de l'IDDRI, qui évalue un scénario d'une agriculture à 0 intrant chimique pour l'Europe en 2050, mais aussi sur les réussites de certains agriculteurs pionniers, plus créatifs et avancés que l'INRA dans le génie agroécologique. Et les auteurs de TYFA insistent sur le compte à rebours : en agriculture comme pour le climat, IL NOUS RESTERAIT 10 ANS pour atténuer les bouleversements à venir. C'EST NOTRE DERNIÈRE CHANCE et la pandémie du coronavirus doit permettre un constat partagé pour anticiper et prévenir de prochaines crises beaucoup plus graves<sup>37</sup>. L'expérience vécue par tout un pays, et même un monde, d'un confinement d'au moins huit semaines, oblige à reconsidérer nos modes de vie, de production, donc de recherche. Après la sidération des premiers jours, l'événement choc déconfinera-t-il aussi les esprits ?

Pendant que nous tentions de faire bouger les lignes en interne INRA puis INRAE, notons que l'IDDRI profitait de sa relative distanciation sociale avec les pouvoirs économiques agricoles pour tester des hypothèses ambitieuses, éloignées de l'accompagnement à la marge de l'existant proposé commodément par la direction de l'INRAE. L'heure est désormais à une union nationale sur le front commun agroécologique, où l'INRAE déciderait enfin d'apporter toute la force de son leadership européen à poursuivre les pistes ouvertes par Solagro, l'IDDRI ou le Muséum d'Histoire Naturelle. De par ses missions et son envergure, l'INRAE est en capacité d'enclencher une transition planétaire par le simple jeu de l'exemple.

### *C'est quoi le progrès ?*

Depuis 1946 des générations de travailleuses et travailleurs de la recherche ont vécu avec l'idée simple, généreuse et souvent vraie que le progrès technique est synonyme de progrès humain. L'idéologie dominante était que le plus (la croissance) était le mieux (le développement) dans le meilleur des mondes modernes productivistes. Puis sont venus les temps du consumérisme, du remembrement, des pollutions, de Bhopal à Deepwater Horizon ou Fukushima, de la mondialisation barbare, du tourisme de masse, du réchauffement aujourd'hui expérimenté par tous et toutes, financés par la spoliation et l'exploitation de la plupart de l'humanité. Nous voilà tenaillé·e·s par le doute et l'inquiétude sur la contribution de notre travail d'agent·e·s d'organismes publics à assurer notre capacité à offrir, ou pas, une planète vivable aux générations futures. Et si les avancées scientifiques étaient désormais porteuses de recul ? Le « régrès » au lieu du progrès ?

Notre premier exemple est la technologie **numérique** vue comme la promesse indiscutable d'un bienfait universel, sans risque aucun, par les PDG de l'IRSTEA et de l'INRA dans leur rapport #agriculture&innovation2025. La lecture critique de SUD en janvier 2016 est restée sans la moindre réponse des PDG rédacteurs, occasion ratée d'un utile débat public<sup>38</sup>, tandis que l'un des auteurs du rapport valorisait son investissement en quittant l'IRSTEA pour l'AGPB, l'association des producteurs de blé de la FNSEA<sup>39</sup>. Au même moment, le livre de Vincent Tardieu posait le dilemme de l'« Agriculture connectée. Arnaque ou remède ? ». Pourtant la perte d'autonomie, donc de sens, mérite débat avant de basculer dans une société de surveillance inquiétante : aujourd'hui la détection des vaches malades, le mois prochain les êtres humains porteurs de la Covid19, et ensuite un contrôle social généralisé ? Au-delà même de tout débat idéologique, la mise au point des techniques d'ingénieries high-tech sont des consommateurs insoutenables de ressources minérales et fossiles. Certains collectifs vont plus loin dans la défiance, comme par exemple Pièces et Main d'œuvre (PMO) ou Ecran Total qui interrogent en profondeur les bénéfices supposés de certaines technologies<sup>40</sup>. Toute la logique de l'agriculture de précision, au sens de #agriculture&innovation2025, repose sur une numérisation massive et coûteuse : serveurs informatiques, satellites, consommation d'énergie... et perte de la réflexivité agronomique des agriculteur·trice·s sur leurs propres pratiques : l'intelligence artificielle rendra-t-elle l'humain idiot ?

---

36 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/etude/une-europe-agroecologique-en-2050-une-agriculture>

37 <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/DESCAMPS/61750>

38 <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2303>

39 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marc\\_Bournigal](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marc_Bournigal)

40 [http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/leurs\\_virus\\_nos\\_morts.pdf](http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/leurs_virus_nos_morts.pdf)

Autre exemple de questionnement : **l'élevage**. Dans « Algues vertes, l'histoire interdite » Inès Léraud et Pierre Van Hove racontent le désastre de la pollution littorale par des décennies d'intensification de l'élevage hors-sol, sans parler de la pollution fluviale encore aggravée pendant le confinement<sup>41</sup>. Le soja transgénique importé d'Amérique du Sud pour gonfler la production des porcs, volailles et vaches de l'ouest de la France représente la superficie d'un département de plus (le Matobihan<sup>42</sup> ?). La recherche publique agronomique porte une lourde responsabilité et, en tant que citoyen.ne.s et syndicalistes SUD, nous nous battons pour que cesse le service offert à l'élevage industriel, pour une transition vers une alimentation moins carnée et produite avec des ressources fourragères locales. Accompagnant la « révolution silencieuse » de la modernisation agricole, les premières révoltes furent celles des Paysans Travailleurs de Bernard Lambert qui, en 1968, luttaient pour un revenu décent des producteurs tâcherons de l'élevage intégré de volailles ou de veaux. Puis les fosses à lisier des élevages de porcs hors-sol débordèrent dans les rivières, empoisonnant les derniers saumons rescapés des coulées de boues de champs aux talus arrachés, avant de fertiliser généreusement les eaux des estuaires pour couvrir les estrans d'un liseré d'algues vertes. Signe d'un virage encourageant, lors du Comité Technique INRA de septembre 2019, pendant les feux en Amazonie, le PDG a annoncé l'arrêt de l'utilisation de soja importé dans les élevages de l'institut et son remplacement par des protéines locales. Désormais, toutes les vaches des unités expérimentales de l'INRAE vont manger de l'herbe et des légumineuses locales. C'est une très bonne nouvelle.

Ré-évaluer les systèmes socio-économiques est nécessaire, en posant la question de l'ère des low-tech avec Philippe Bihoux<sup>43</sup>. Un mouvement est engagé, qui dit non aux fermes usines, usines à épidémies, non seulement pour les animaux, mais aussi potentiellement les humains comme en témoigne l'épisode en 2009 de la grippe H1N1 dont l'origine serait des élevages porcins au Mexique, usines aussi de la concentration du capital et des richesses. Jusqu'où l'agriculture de demain devra-t-elle se désindustrialiser, et avec quel soutien des 2000 collègues INRAE actif·ve·s sur l'élevage ?



À l'inverse des dérives techno-productivistes décrites ci-dessus, notre vision du progrès est celle d'un système agricole et alimentaire respectueux des humains, des animaux et des écosystèmes, au service duquel la recherche agronomique doit s'engager pleinement. Avec de nombreuses personnes, SUD a déploré la disparition du stimulant irrégulomadaire Courrier de l'Environnement de l'INRA, composé d'articles écrits par des

scientifiques et laboratoire d'idées et de débats pour les recherches en transition.

## INRAE 2030, nos propositions

La réduction de la consommation de viande par la « végétalisation » du régime alimentaire est une obligation dans les pays riches, tandis que la polyculture-élevage est la base indispensable de l'équilibre de l'agroécologie. Ces deux scénarios fusionnent et répondent aux objectifs de santé publique et de sauvegarde de l'environnement. Aujourd'hui, 15 à 20% des 18-25 ans sont végétariens : comment l'INRAE accompagne-t-il ce mouvement de fond ? Désormais, la recherche est tenaillée par le doute et

41 <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/bretagne-confinement-pollution-rivieres-continue-plus-belle-1811812.html>

42 <https://www.ouest-france.fr/bretagne/lorient-56100/lorient-63-000-tonnes-de-soja-livrees-par-cargo-le-record-5985382>

43 Bihoux, 2014, L'âge des low tech, vers une civilisation techniquement soutenable.



doit capter à temps les signaux sur l'acceptabilité de ses travaux par la société. L'élevage en est un exemple, CRISPR un autre. Hélas, pour l'instant, l'élevage industriel n'a bougé que sous la pression de L214 et d'autres associations militantes. Parmi toutes les options possibles d'utilisation des biotechnologies, l'INRAE a choisi de lancer un vaste projet d'ingénierie génomique des végétaux alimentaires, Genius, dans notre pays majoritairement hostile aux OGM, et doit se préparer au risque d'intrusions militantes, illustrant ainsi la tension entre nos recherches technicistes orientées vers des intérêts privés et leur perception par l'opinion publique. Qui pourra en effet mobiliser cette ingénierie à terme si ce n'est une firme internationale? Pour qui et par qui est pensé ce type de recherche ?

Les moyens dédiés à l'agriculture biologique (AB), un des prototypes de l'agroécologie, sont un révélateur du réel investissement de l'INRA puis de l'INRAE, deuxième institut mondial de recherche agronomique publique. L'enveloppe modique accordée au « métaprogramme » Métabio pour accompagner le changement d'échelle de l'AB a de quoi laisser perplexe (10 k€ pour la création d'un consortium scientifique ou 50 k€ pour un projet exploratoire).

Quid de la permaculture, qui est avancée par certains comme l'une des réponses, avec sa production qui serait abondante en quantité et qualité sur de petits espaces et créatrice de nombreux emplois<sup>44</sup> ? La recherche agronomique, pour une société plus résiliente, va-t-elle appuyer par des avancées techniques une politique volontariste pour recréer une ceinture verte maraîchère autour des villes moyennes et des métropoles ? Combien de personnes y travaillent-elles à l'INRAE ?

Comme nous sommes volontaristes et déterminés·e·s, après la crise mondiale du coronavirus, nous allons ensemble aller dans la bonne direction et mettre toute l'énergie de la recherche publique pour engager sa reconversion, tant en **objectifs de recherche** qu'en **moyens et méthodes mobilisés** :

### *Objectifs principaux*

- Renforcer les recherches non marchandes et développer la recherche–action avec les différents secteurs de la société, et pas seulement les Chambres d'agriculture, le syndicat agricole dominant ou les grosses multinationales parfois déguisées en coopératives, pour permettre le développement **de systèmes agro-écologiques diversifiés** et résilients, notamment face aux changements climatiques à venir. Réciproquement, contribuer au nécessaire devoir d'inventaire au sujet du monde d'avant : documenter tous les **impacts des agrosystèmes et des forêts** uniformisés, ultra-mécanisés, avec des variétés sélectionnées au service de ce modèle productiviste et une utilisation massive de **contaminants** ; de même mettre en évidence tous les impacts d'un système alimentaire reposant sur des filières hyper-industrialisées et concentrées, génératrices de malbouffe, contrôlées par un petit nombre de firmes : santé humaine, santé animale, santé des plantes, environnement, résistance aux antibiotiques. Le cas de **l'eau**, ressource indispensable s'il en est, est exemplaire : la recherche agronomique et environnementale doit contribuer à éviter sa pollution, plutôt qu'à techniciser toujours davantage son épuration.
- Explorer toutes les dimensions de la **résilience** des systèmes agricoles et alimentaires, et notamment les conditions d'une plus grande **autonomie** de ces systèmes, afin de sortir de l'addiction à la chimie et aux importations d'aliments du bétail. Etudier l'intérêt de limiter ou au moins se donner les moyens de contrôles des importations qui tout à la fois accélèrent les introductions catastrophiques de virus ou parasites, comme la mineuse de la tomate, et fragilisent voire compromettent les productions locales. Réduire immédiatement la dépendance au pétrole, et donc à la mécanisation et aux transports, obligera à relocaliser nos échanges. Pour penser à

---

44 <https://inra-dam-front-resources-cdn.brainsonic.com/ressources/afile/362783-745d0-resource-rapport-final-bec-hellouin.pdf>

10 ans l'agriculture de l'après-pétrole, que prévoient les producteurs d'énergie depuis plus de 20 ans<sup>45</sup>.

- Autre composante de la résilience, engager une réflexion sur la **réorientation de la génétique végétale**. Au vu, d'une part, du coût élevé des travaux sur les plantes modèles (serres confinées NS2 financées sur les millions des CPER Contrats de Plan Etat-Région pour des études publiques indispensables à la connaissance, nous dit-on) et, d'autre part, du refus majoritaire des cultures OGM et NBT (dont CRISPR-Cas9) en Europe, n'est-il pas opportun de basculer compétences et argent sur l'amélioration génétique des plantes alimentaires orphelines de sélection ? Les stratégies pour le futur, ce ne sont pas seulement les high-tech moléculaires et « omiques », le big data, la biologie translationnelle et les technologies numériques de précision, ce sont aussi les approches low-tech, peut-être plus pertinentes pour l'après-pétrole, car moins dévastatrices pour l'environnement, accessibles à tou.te.s, et davantage en phase avec une plus grande autonomie agricole et alimentaire des territoires.
- Imaginer un nouveau machinisme agricole en partenariat créatif avec les acteurs : adapté au local, facilement concevable et mobilisable et réparable, créateur d'emplois sur tous les territoires
- Développer les recherches sur les conditions de la **transition** vers ces systèmes agro-écologiques diversifiés non seulement en terme de production mais de débouchés (en finir avec certaines filières qui orientent très fortement certains territoires et les fragilisent considérablement, et notamment sur les instruments de politique publique à mobiliser, pour en finir avec les subventions de la PAC qui financent toujours les mêmes gros producteurs / exportateurs, et ne bénéficient pas aux initiatives locales ni à l'AB<sup>46</sup>. La question de l'indépendance financière des agriculteur·trice·s, et de leur rémunération décente, est primordiale. Analyser les conditions et effets sociaux des différents modes de production et circuits agricoles, des usages et occupations du sol et des conditions environnementales.
- Les changements nécessaires ou que nous subirons seront massifs : il y a aura des bénéficiaires et des « perdants », dont l'activité économique ou de recherche sera remise en cause. Nous devons nous préoccuper de la façon **d'atténuer au mieux ces effets sociaux négatifs** : information, formation, ré-orientation, action sociale, solidarité, etc. Il y a beaucoup à inventer et à développer dans ce domaine qui sera essentiel.
- Repenser nos liens avec les autres pays notamment ceux du Sud. En finir avec l'idéologie de nourrir la planète, ou de prendre des parts de marchés de l'agroalimentaire mondiale, voire de l'enseignement et de la connaissance (sic Marion Guillou) : nous prôtons la connaissance partagée pour tous en relation avec notre vision solidaire du monde !

### *Moyens, méthodes, objectifs transversaux*

- Donner des opportunités pour le **personnel de l'INRAE** d'accompagner cette transition avec la réactivité nécessaire sur la décennie qui vient : soutenir la **reconversion** vers des disciplines sous-représentées, comme l'écologie, l'agronomie ou la sociologie.
- Assumer une recherche publique ambitieuse en matière de transition agro-écologique ne pourra pas avoir lieu **tant que l'INRAE ne retrouvera pas une autonomie pleine et entière dans l'élaboration de ses orientations scientifiques et dans l'allocation de ses ressources**. Nous refusons le diktat du « contrat d'objectifs et de performance » imposé par les tutelles et nous refusons, plus que jamais, que l'INRAE participe à la destruction de notre patrimoine humain et matériel, en précarisant toujours davantage les jeunes chercheur·se·s et en individualisant toujours plus les carrières à coup de RIFSEEP, de PEDR et bientôt de « tenure tracks », là où la

---

45 <https://aspoFrance.org/>

46 Pe'er, G., Bonn, A., Bruelheide, H., Dieker, P., Eisenhauer, N., Feindt, P. H., Hagedorn, G., Hansjürgens, B., Herzon, I., Lomba, Á., Marquard, E., Moreira, F., Nitsch, H., Oppermann, R., Perino, A., Röder, N., Schleyer, C., Schindler, S., Wolf, C., Zinngrebe, Y. & Lakner, S. (2020) Action needed for the EU Common Agricultural Policy to address sustainability challenges. *People and Nature*, pan3.10080 (<https://doi.org/10.1002/pan3.10080>).

coopération est plus que jamais nécessaire. SUD-Recherche EPST le défend depuis des années : **tout se tient** et nous ne ferons pas face à l'urgence écologique sur la base d'un collectif humain désolidarisé et dénué de moyens. La LPPR qui vient, nouvelle attaque contre une recherche publique capable et indépendante, doit être combattue à tout prix, et les dégâts précédents réparés, si nous voulons que l'INRAE puisse se saisir de l'urgence environnementale et se (nous) donner un véritable avenir au-delà des 10 années qui viennent.

- Analyser publiquement et transposer les recommandations de la **Conférence Citoyenne sur le Climat (CCC)**, qui s'est achevée en mars 2020, pour réorienter immédiatement les programmes de recherche dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement et de l'alimentation. Les recommandations de la CCC devraient constituer le nouveau socle de la politique publique. Pour garantir la réalisation des objectifs de la planification écologique, nous proposons que deux citoyen·nes membres de la CCC siègent au Conseil d'Administration de l'INRA.
- Engager une réflexion de fond sur **l'innovation**, pour en finir avec la promotion dogmatique de l'innovation marchande au sein de l'INRAE (brevets, start-ups...). Innover pour économiser des coûts sociaux ou environnementaux, innover sans induire une dépendance à la technologie ou innover pour favoriser l'appropriation sociétale des découvertes, devrait être tout aussi reconnu et soutenu.
- **Repenser l'évaluation** : En finir avec le diktat des publications et des revues de prestige comme seule réelle mesure (ou du moins réellement considérée) de l'efficacité scientifique et contrairement au faux semblant de l'évaluation multicritère actuelle. Chercher des méthodes qualitatives au-delà des discours : limiter à un nombre maximum de publications les dossiers d'évaluation avec explication des résultats ?
- Faire une place conséquente aux **sciences participatives** : « *Pour la mutation écologique, le rapport est inversé : c'est l'administration qui doit apprendre d'un peuple multiforme, à des échelles multiples, à quoi peut bien ressembler l'existence sur des territoires entièrement redéfinis par l'exigence de sortir de la production globalisée actuelle.* »<sup>47</sup>. Créer des lieux de rencontre en dehors de la carotte du financement et valoriser cette activité lors de l'évaluation professionnelle du personnel scientifique et notamment des chercheur·se·s. Elargir les Groupements d'Intérêt Scientifique au-delà des professionnels dominants les filières.
- **Transférer** davantage les connaissances produites vers **l'éducation** : contribuer à diffuser les bases de la production des aliments, pour que tous les citoyens qui le peuvent produisent une partie au moins de ce qu'ils consomment, connaissent son coût réel et envisagent de reconsidérer notre rapport au temps d'achat et de préparation des aliments.
- Contribuer au développement d'une approche multicritère ou systémique, voire écologue, et **non plus réductionniste**, dans l'enseignement supérieur qui prépare ingénieur·e·s et scientifiques, pour l'évaluation et la maîtrise de systèmes complexes.
- Renforcer la **philosophie des sciences**, interroger nos objets de recherches : plutôt que d'inciter à suivre des formations de management de projet, proposer des formations de philosophie et de sociologie. En finir avec l'idée de neutralité de nos objets de recherche, avoir un nécessaire retour de la société, des controverses utiles pour avancer : organiser plus largement des rencontres de vrais débats avec le public, les associations et les pouvoirs publics.
- Promouvoir la **représentation des jeunes agent·e·s et de jeunes parties prenantes extérieures** au sein des instances de l'INRAE, avec par exemple la création d'un conseil scientifique dédié. Instaurer de réels contre-pouvoirs pour peser sur les décisions qui doivent TOUTES aller dans le sens de l'intérêt général et contrôler démocratiquement leur exécution.
- La crise du coronavirus a accentué la verticalité de la gouvernance de la recherche publique. Les activités agronomiques et environnementales sur les alternatives de la transition écologique ont été pénalisées par l'arrêt non anticipé de travaux en plein air, parfois sans aucune consultation ni explication, parfois pour des années. Pourquoi seule la recherche publique s'arrête-t-elle, dans

---

47 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique\\_6034312\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique_6034312_3232.html)

un secteur agricole et alimentaire pourtant considéré comme vital par tous et porteur de la nécessaire transition agroécologique ? Cela questionne forcément sur **la perception par nos dirigeants, et le message qu'ils-elles envoient au public**, du rôle et de la place de la recherche publique agronomique et environnementale.

- Redonner de la **réactivité** à la structure INRAE en consultant ses agent·e·s non plus seulement sur ce qu'il faudrait faire, mais aussi sur ce qu'il faudrait **cesser de faire**, afin de dégager des moyens humains pour relever de nouveaux défis et briser les paradoxes internes, encore trop nombreux, entre nos recherches historiques et celles de demain. Ces paradoxes, cristallisés par la structuration du financement par projets et par ses prescripteurs (filiales, politiques), sont parfois vécus par les mêmes équipes, voire les mêmes individus, et contraignent leur liberté d'engager une véritable transition.
- Faire de toutes les unités expérimentales (UE) de l'INRAE des **laboratoires vivants et créatifs de l'agroécologie en action** : étudier la faisabilité de l'agroécologie dans les grandes plaines, tester une option radicale comme celle de paysannes et paysans pionniers en Bretagne, Champagne ou Vendée (0 pesticide, 0 azote minéral, certification AB ou pas), pour explorer dans la pratique la productivité ET l'autonomie, le questionnement du scénario TYFA (auquel la direction de l'INRA n'a pas cru dans la décennie 2010). Avec des objectifs chiffrés pour atteindre IMPERATIVEMENT le 0 intrant chimique sur les 7 300 hectares de l'INRAE en 2030, un premier objectif intermédiaire à 3 ans étant de -70% des intrants chimiques (référence 2020) après avoir redéfini le parcellaire pour planter des millions d'arbres. Le recours aux intrants deviendra l'exception, dument argumentée à des fins d'expérimentation sur des « zones sanctuaires chimiques ». La preuve par l'exemple de la possibilité de productions abondantes et de qualité sans intrants chimiques et du retour de la biodiversité est la condition de la crédibilité de nos recherches sur la transition. Pour l'autonomie énergétique le même principe sera appliqué pour viser 70 à 90% d'autoproduction. De même les domaines INRAE sont à même de produire 100% de certaines denrées à la base de l'alimentation préparée dans les restaurants de l'institut.
- S'appliquer à nous-mêmes (« **L'Etat exemplaire** » du Grenelle de l'environnement) les objectifs de **développement durable** sur lesquels nous travaillons : faire le diagnostic exhaustif de notre impact environnemental (déplacements, stockage et circulation de données informatiques, utilisation de pesticides), de notre impact social (inventaire des fournisseurs pour éliminer les achats irresponsables, comme chez Amazon, firmes toxiques qui détruisent l'emploi local, la planète et ne paient pas d'impôts, etc.), de notre insertion dans la sphère économique (point sur la production domestique d'énergie et d'aliments sur les sites INRA : solaire, éolienne, biomasse... et notre niveau d'autonomie). Sur ce point, les retours de la consultation INRAE 2030 témoignent de la **forte motivation des agent·e·s** à appartenir à un service public exemplaire. Nous sommes TOUTES et TOUS concerné·e·s et acteur·trice·s potentiel·les de transformations du fonctionnement de l'institut, qu'il s'agisse de nos consommations, de nos achats, de notre restauration, de nos déplacements, de nos cultures, de nos abords ou de nos déchets. Transformer concrètement notre fonctionnement interne peut en outre **induire un effet de levier pédagogique** pour une diffusion rapide la prise de conscience et de la compréhension des concepts clés de la transition écologique et des changements économiques et individuels associés.

À partir de ce diagnostic, engager prioritairement des actions de réduction des impacts et, à défaut, de compensation, comme SUD l'a proposé au Comité Technique INRA du 5 mars 2019.

- Réfléchir à un autre rapport à **l'organisation de notre travail** en questionnant la place de l'autogestion. Refusons le chantage de la LPPR, de l'argent en échange de toujours plus de compétition et de pouvoir pour les distributeurs autoproclamés de labels d'excellence. Prenons le temps de réfléchir à un autre fonctionnement, dans lequel nous nous renforcerions mutuellement plutôt que de nous affronter, dans lequel la recherche la plus urgente ne serait pas forcément celle de notre sujet, mais simplement le prochain pas à faire ensemble sur le chemin de la transition écologique et solidaire. De faire le tri entre ce à quoi nous tenons et ce qu'il faut désormais abandonner.

- Redonner de l'**autonomie** à la recherche publique vis-à-vis des financements par projets, qui perdent de vue la recherche fondamentale, l'intérêt général et l'esprit critique au profit d'objectifs politiques court-termistes et dépendants des intérêts des marchés.

## Conclusion : « maintenant ou jamais » !

Le productivisme est mortifère pour l'humanité, ou du moins une grande partie de celle-ci. La pandémie nous donne à voir la situation inédite d'une société de consommation à l'arrêt et illustre la crise écologique qui vient. Dans ce monde la perspective de la naissance d'un enfant peut susciter parfois plus d'angoisse que de joie. Cette crise est notre dernière chance de rupture pour reconstruire un monde vivable où la coopération remplacera la compétition, et où le progrès considèrera non plus des « ressources » humaines ou naturelles, mais un équilibre environnemental dont l'être humain dépend et fait partie. Chaque retard, chaque nouvelle occasion manquée nous complique encore un peu plus la tâche et limitera de fait la marge de manœuvre dont nous disposerons pour rendre ce monde vivable et émancipateur pour l'ensemble de l'humanité. La seule voie est l'abandon du dogme de la croissance insensée, le développement d'une société d'équilibre économe et autonome, sobre en énergie car recentrée sur l'essentiel, les liens plus que les biens, et riche de créativité et d'imagination. La recherche publique y tiendra un rôle majeur... si elle change.

Quelles seront les modalités de transition concrète au sein de l'INRAE au terme de quel processus de débat démocratique ? Sera-t-elle plus ambitieuse qu'une -ième consultation dont la direction générale piochera les mots qu'elle attend pour légitimer un projet déjà dicté par l'idéologie libérale toujours dominante, comme le processus aboutissant à la Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche l'illustre aujourd'hui, pensé contre la majorité de ces acteurs et de ces destinataires<sup>48</sup>. Comment changer de méthodes de travail pour faire tomber les murs entre disciplines, changer de priorités, donner de la place aux thématiques comme la diversification ou la permaculture, pour avancer sur des fronts de science au service d'une re-conception des systèmes agricoles, d'une transition alimentaire majeure, d'une organisation sociale et économique respectueuse de l'environnement et d'une connaissance scientifique accessible et mobilisables par tous et toutes? Dans le rapport d'étape remis aux ministres en octobre 2018 par les deux PDG sur la fusion INRA/IRSTEA il est écrit que le « *momentum créé par la fusion de l'INRA et de l'IRSTEA constituera une grande force d'entraînement* ». Nous restons plus que sceptiques notamment face aux manques de moyens mis dans cette fusion, l'absence du ministère de l'écologie dans les ministères de tutelle, et la vitesse à laquelle cette fusion-absorption a été menée. Et cette fois il ne faudra pas se tromper : la crise du coronavirus démontre que pour la recherche, il ne suffit plus d'accompagner l'existant. Au vu des enjeux sociétaux, environnementaux et climatiques, c'est le moment-clé à saisir pour une rupture radicale que de nombreux scientifiques et citoyens appellent de leurs vœux<sup>49,50</sup>.

La période que nous vivons est aussi celle d'une montée des exigences démocratiques de contrôle de l'action des pouvoirs publics, et l'INRAE en est un. Aussi la gouvernance du nouvel établissement doit-elle être l'occasion d'avancer dans le sens d'un plus grand contrôle citoyen, d'une meilleure insertion dans le débat démocratique, dans lequel on retrouvera les interrogations sur les conditions de vie de nos concitoyens et sur la destruction de la biosphère. La participation de toutes les parties prenantes, au-delà de nos partenaires institutionnels habituels, sera déterminante pour l'appropriation des enjeux d'environnement, d'agriculture et d'alimentation et appelle de nouvelles pratiques.

Il y a un potentiel formidable si les moyens de recherche sont réorientés. Nous espérons sincèrement que le schéma stratégique INRAE 2030 ne « *gâchera pas la crise*<sup>51</sup> » : c'est probablement la dernière

---

48 [http://lesc-cnrs.fr/images/Tribune\\_DU.pdf](http://lesc-cnrs.fr/images/Tribune_DU.pdf)

49 <https://solidaires.org/Petition-PlusJamaisCa-signons-PourLeJourDapres>

50 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/07/le-monde-d-apres-il-est-temps-de-ne-pas-reprendre-comme-avant\\_6038917\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/07/le-monde-d-apres-il-est-temps-de-ne-pas-reprendre-comme-avant_6038917_3232.html)

51 « Never let a good crisis go to waste »; attribué à W Churchill



où il nous reste assez de latitude pour penser sereinement l'action publique et le devenir commun. Parmi les visions du futur de l'INRAE des collègues lors de la consultation de début d'année, l'une, option1/option2, nous semble poser le choix qui devant nous : dans la 1<sup>e</sup> option incapable d'évoluer l'INRAE est dissous par l'Assemblée nationale en 2030 et dans 2<sup>e</sup> option le prix Nobel de la paix vient récompenser une transition radicale au service de l'adaptation au changement climatique.

Nous attendons un débat ouvert avec toutes les parties prenantes pour construire ensemble un avenir meilleur pour nos enfants et petits-enfants. Pour cet objectif nous sommes tou-tes des personnels volontaires mobilisables pour un processus ouvert d'élaboration démocratique des priorités de recherche en agriculture, alimentation et environnement. Si ce texte vous parle, si vous souhaitez partager nos réflexions et propositions et/ou les contredire, débattrez-en et écrivez-nous. Nous, représentant·e·s du personnel, serons vos porte-parole.

« Notre peuple mérite que l'on se fie à lui et qu'on le mette dans la confiance » Marc Bloch

